

vouloir déclarer le montant de leurs dépenses au Canada. Nous voulons que la loi oblige les syndicats internationaux à expliquer clairement la façon dont ils dépensent leur argent au Canada... Nous voulons qu'ils donnent un compte rendu détaillé de choses comme la part canadienne du coût de fonctionnement des sièges des syndicats internationaux. Nous voulons qu'ils nous donnent la liste détaillée de la part canadienne par rapport au coût d'amortissement des immobilisations. S'ils le font, alors peut-être aurons nous une idée juste du montant exact d'argent qui rentre au Canada ou en sort, ce qui est plus rare.

Enfin, nous sommes préoccupés par les répercussions que ces formules supplémentaires auront sur le personnel bénévole qui doit les remplir au niveau local. J'ai souvent entendu mes amis à ma droite se plaindre du fardeau de la paperasserie que doivent supporter de nombreux chefs de petites entreprises contraints de remplir des formulaires gouvernementaux. Je partage ces préoccupations, mais je dirais que le fardeau est encore plus accablant dans ce cas puisque bien souvent, les agents élus au niveau local doivent consacrer leur temps libre à remplir ces formules. Je voudrais que ces agents obtiennent une certaine forme de rémunération pour un travail qu'ils accompliront au nom du gouvernement.

● (1700)

Pour conclure, je voudrais seulement répéter ce que j'ai dit tout à l'heure. Nous, du parti néo-démocrate, sommes en faveur d'une loi qui obligera le mouvement syndical à rendre compte de l'argent dépensé et de l'argent recueilli au Canada. La loi actuelle n'approche même pas cet objectif. Les amendements représentent une amélioration, mais même s'ils sont adoptés dans leur forme actuelle, la loi à l'étude ne permettra pas de déterminer avec exactitude la façon dont les syndicats opèrent au Canada.

M. Scott Fennell (Ontario): Monsieur l'Orateur, je me suis plu à écouter les discours des députés des différents bords de la Chambre. J'ai trouvé intéressant de voir certains intellectuels à la tribune ricaner quand mon collègue de Capilano (M. Huntington) a parlé du jargon juridique. Ils nous regardaient d'un air condescendant qui voulait dire: «Nous allons effriter vos droits, nous allons vous les retirer lentement mais sûrement. C'est la directive que nous avons reçue et nous allons nous exécuter.» En vertu du plan de ce gouvernement, nous finirons par devenir des esclaves de l'État. Chaque mesure législative qu'on nous présente grignote lentement mais sûrement des acquis.

Nous assistons à un effritement continu et nous devons y mettre un terme. Nous qui siégeons de ce bord-ci de la Chambre, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour arrêter l'anéantissement de notre pays auquel se voue actuellement le gouvernement en éliminant l'esprit de libre entreprise qui l'a érigé. Les gens ont dû traverser à pied notre pays derrière des roulottes. Nous devons protéger nos concitoyens, et c'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui.

Ce à quoi vont se borner les amendements du bill S-10, c'est donner du travail aux avocats et aux comptables. Si les avoirs d'une corporation mère représentent 5 millions de dollars, cette société doit produire une déclaration. Il va falloir changer cette loi quand j'aurai dit ce que j'ai à dire. Mais qu'est-ce qui va empêcher les dirigeants de faire de cette société cinq autres sociétés qui appartiendraient aux propriétaires initiaux? C'est

ce que les chefs d'entreprise de notre pays devront faire. C'est une dépense, un impôt indirect, une érosion de notre richesse et de nos droits.

On voit à la Chambre le gouvernement s'employer davantage à réglementer qu'à réformer, à s'immiscer dans les affaires et à contrôler les droits de toutes les sociétés, de tous les particuliers et de tous les ménages. Le gouvernement détruit le système de la libre entreprise qui a permis d'amener notre pays au niveau où il se trouvait jusqu'en 1968. Depuis cette année-là, c'est la descente tête baissée pour atteindre un objectif: l'étatisation. Le gouvernement veut essayer de faire de notre pays ce qui a si lamentablement échoué en Suède et en Angleterre et qui cause tant de difficultés en Russie. Pourquoi veut-il nous imposer une telle chose, nous priver de nos libertés et de nos droits?

Le gouvernement ne cesse de dépenser, ce qui est acceptable au point de vue politique. Il doit maintenant aller emprunter à l'étranger pour pouvoir atteindre ses objectifs sociaux. Ceux-ci sont importants, mais lorsqu'ils affaiblissent le secteur privé, toute l'économie s'en ressent.

Le gouvernement ne se préoccupe pas du secteur privé. Il veut mettre la main dessus. Il veut s'imposer et l'affaiblir. J'ai parlé de certains pays qui ont essayé ce système. Songez à l'exemple suédois. Tous ceux qui sont allés en Suède confirmeront que la situation n'y est pas brillante. En Grande-Bretagne, c'est la catastrophe. Le premier ministre actuel s'est fixé un but ambitieux; elle veut renverser la vapeur. Je crains que ce ne soit peine perdue. Tout a été enlevé au secteur privé et nationalisé.

Il est trop tard pour elle, mais je crois qu'il n'est pas encore trop tard pour les États-Unis. Ce pays a la chance d'avoir un chef qui communique avec les citoyens, qui ne leur raconte pas des balivernes. Il leur donne une sensation d'affranchissement. Les Américains ont de la chance, car leur secteur privé n'a pas été affaibli. Ils peuvent rétablir l'ancien système.

Je ne peux pas dire que nous devrions accepter n'importe quel autre modèle. Notre pays est différent. Il couvre la moitié d'un continent et s'étend sur une distance de plus de 3,000 milles. Pour des raisons géographiques et régionales, ce n'est pas un pays compact. Il ne ressemble pas à la France où Paris est le pivot autour duquel l'économie tourne. Il ne ressemble pas à la moitié de l'Allemagne dont le centre est Berlin. On ne saurait le traiter comme l'Angleterre qui pivote autour de Londres. Les gens qui pensent sont si près de ces centres qu'ils peuvent échanger leurs idées sur un but commun. Ici au Canada, les choses sont différentes. Nos cultures sont différentes, nos langues sont différentes et nous avons un problème beaucoup plus sérieux auquel le gouvernement ne veut pas faire face. Avec son mandat, il a l'occasion de mettre sur pied un système économique que le Canada serait le seul à posséder. Le Canada doit être le seul à le posséder parce que nous sommes différents des autres pays.

L'orateur précédent a parlé de l'inventaire des droits. On est en train d'effriter et de grignoter lentement notre inventaire. Lentement mais sûrement, le gouvernement s'en empare ou il le rejette. Voyez ce qu'il est en train de faire avec le Programme énergétique national, avec les bills C-48 et C-57. Il pousse nos richesses à l'extérieur du pays ou les enfouit sous terre et accapare les fonds du secteur privé. Parce qu'il emprunte à des taux extrêmement élevés, le gouvernement